

La discorde dissimulée : les féministes blanches et leur fidélité à l'Empire

Par Liza Hammar

*Le sionisme est un système d'oppression,
le féminisme est une force de libération;
il est donc impossible de concilier les deux.*

Nada Elia (2024 : 91)

Le 7 octobre 2023 marque le début d'un épisode de guerre au Proche-Orient. Présentée comme une simple riposte à l'attaque du Hamas lancée cette journée-là, Israël poursuit en réalité son entreprise impérialiste et coloniale, à visée génocidaire. C'est indescriptible, innommable, injustifiable. Et tout cela dure depuis 77 ans.

Dans le camp féministe en Occident (au Québec, surtout, là où je me trouvais à ce moment-là), on a tardé à rejoindre les revendications en faveur de la libération palestinienne – qu'il s'agisse des campagnes de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS), des actions et revendications visant à limiter l'armement d'Israël, ou de la simple dénonciation de l'instrumentalisation des causes des minorités de genre et sexuelles (femmes y compris) à des fins coloniales, impérialistes, et génocidaires.

Ceci n'est pas étonnant au regard de l'histoire du féminisme occidental et de ses complicités coloniales à travers le monde. Cependant, ces dernières décennies, du côté des féministes blanches, particulièrement en Amérique du Nord mais en France aussi, les approches intersectionnelles – reconnaissantes des oppressions et de leurs imbrications – se font majoritaires. Il existe d'ailleurs de nombreuses critiques relatives au blanchiment de l'intersectionnalité, au fait que le recours à

cette lecture est souvent libéral, et à l'usage bien souvent performatif qui en est fait. Je souscris volontiers à ces critiques, et j'évite de recourir à cette notion tant elle me semble dénuée de sens politique et de clarté.

Cette notion si populaire, corrélée à la structuration et la visibilisation des féminismes noirs et décoloniaux, a amené le mouvement féministe à se remettre en question, comme le témoignent les débats ayant eu cours au sein des organisations féministes majeures au Québec ces 15 dernières années. Une perspective d'égalité et de justice pour les femmes mais aussi entre les femmes semble être majoritaire dans les discours officiels chez les féministes. Et tant mieux.

Cependant, je crois que ce qui s'est déroulé, dans certains de nos espaces féministes (je reviendrai sur lesquels) face à l'instrumentalisation de nos luttes dans l'entreprise du génocide du peuple palestinien, nous rappelle que rien n'est encore gagné, et qu'un vernis intersectionnel ne suffira jamais à nos luttes collectives et aux défis que sont les nationalismes sexuels, soit l'instrumentalisation des causes féministes et LGBTQI2S+ à des fins nationalistes, racistes, impérialistes.

En écrivant ce texte, je souhaite ouvrir des discussions davantage qu'en fermer. Des féministes et des militant·es queer ont été mobilisé·es – et continuent de se mobiliser – dans toutes les actions de soutien au peuple palestinien, au Québec comme en France. L'objectif derrière les questions que je tente de poser ici n'est pas de nier ces solidarités existantes mais au

contraire, d'inviter à davantage renforcer nos liens. Je crois que ces derniers sont un pilier central pour nos luttes communes, et que nous devons collectivement résister aux discours et aux idéologies qui nous divisent et prétendent que nous avons des intérêts irréconciliables.

En l'occurrence, Israël a déployé une propagande coloniale instrumentalisant le mouvement #MeToo, avec des slogans tel que #IsraeliWomanToo, dans la dénonciation de viols commis par des combattants du Hamas. Cette propagande a largement été reprise par les féministes sionistes et libérales. Le mouvement féministe, comme bien souvent, s'est alors divisé en trois blocs, polarisé entre d'une part les (pseudo) féministes sionistes, les féministes décoloniales et anti-impérialistes, et au milieu, la majorité du mouvement demeurée confuse.

Serait-ce antisémite de lutter pour un mouvement féministe sans les féministes sionistes? Y a-t-il, oui ou non, eu des viols de masse et un féminicide de masse le 7 octobre 2023, et cela devrait-il changer notre position de soutien au peuple palestinien? Comment penser ces éléments, au regard de la complicité coloniale des puissances occidentales, qu'il s'agisse du Canada, des États-Unis, ou de la France – sur les plans économique, militaire, et diplomatique? Quel rôle pour les féministes, sur le plan militant, académique, communautaire, culturel, face à la propagande et à la violence coloniale israélienne?

Instrumentalisation du féminisme et de l'antisémitisme à des fins négationnistes

Dès le début de cet épisode de violences, sensible aux nationalismes sexuels et à leur manifestation partout en Occident, j'observais un récit se mettre en place, une lecture naïvement genrée, opposant la violence des hommes du

Hamas ayant attaqué le 7 octobre, à la fragilité des femmes et des enfants ayant subi cette attaque. En parfait écho aux discours xénophobes et islamophobes des groupes de femmes d'extrême-droite, telle que Némésis en France, une trame se dessinait : les barbares, arabes palestiniens, misogynes et violents à l'égard des femmes par essence, s'étaient attaqués aux femmes israéliennes, parce que c'était des femmes, pire encore, parce que c'était des femmes juives.

À toutes fins utiles, je précise que je ne suis pas de celles et ceux qui pensent que le racisme (tous les racismes) sont à droite et à l'extrême-droite. Particulièrement, l'islamophobie et l'antisémitisme prennent des formes différentes au sein des droites et des gauches, mais aucun camp politique ne pourrait se targuer d'en avoir fini avec le racisme dans ses rangs. Ainsi, je plaide pour que l'on prenne au sérieux l'analyse proposée par Zia-Ebrahimi concernant l'articulation entre islamophobie et antisémitisme, car la justice antiraciste est indivisible :

Il existe un enchevêtrement profond entre la haine du juif et celle du musulman, et ce malgré l'apparente opposition entre les deux populations qu'implique la question palestinienne et les innovations discursives analysées au chapitre précédent. Cette corrélation présente un danger inédit : que l'instrumentalisation d'une forme spécifique de racisme ne débouche sur le renforcement du système raciste dans son ensemble, heurtant par conséquent les intérêts de tous. En particulier, on peut aujourd'hui observer que les stratégies de promotion de l'islamophobie, mises en place par le mouvement ultra-sioniste, entraînent, par effet de ricochet, une légitimation de l'antisémitisme (Zia-Ebrahimi 2021 : 201).

L'exclusion et l'oppression de minorités raciales (de toutes les minorités, d'ailleurs) au sein de la gauche et du mouvement féministe est un

vrai sujet, à prendre très au sérieux, susceptible, je le crois sincèrement, de causer notre perdition à tous·tes. Je suis convaincue que la libération ne peut être que collective et qu'elle ne devrait oublier personne. Mais les discours qui ont commencé à émerger au sein du mouvement féministe, au Québec comme en France, n'avaient rien à voir avec tout ceci. Dans les médias sociaux, dans des collages de rue, dans des tribunes, s'indignaient certaines féministes, de la non-inclusion des femmes juives et de leurs réalités, et l'on appelait à ce que le 7 octobre soit reconnu comme un féminicide de masse. À titre d'exemple, dans une tribune sortie en France à l'occasion du 8 mars 2025 dans le *Journal du dimanche*, l'on peut lire :

Aujourd'hui, en cette journée internationale des droits des femmes, il est de notre devoir de refuser l'oubli et l'injustice. Nous demandons donc que Shiri Bibas et toutes les femmes massacrées par le Hamas le 7 octobre soient honorées et reconnues comme victimes d'un féminicide de masse. (...) Le 7 octobre n'a pas seulement été une attaque contre Israël, ce fut une attaque contre les femmes, contre leur dignité, contre leur humanité.

Ou encore, dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde* le 9 décembre 2023, intitulée « A chaque féministe de gauche, nous demandons : où en êtes-vous par rapport à l'antisémitisme ? » on peut lire : « On peut se battre pour le droit des Palestiniens à un État sans vouloir la destruction d'Israël » ; ceci adressé, comme l'indique le titre de l'article, aux féministes de gauche.

Sous couvert d'honorer la mémoire des femmes tuées le 7 octobre, en creux se trouve un appel à ce que, collectivement, nous participions au mensonge colonial israélien. Affirmer qu'il s'agit d'antisémitisme et de violences sexistes lorsque le Hamas attaque des Israélien·nes, affirmer qu'il y a eu « féminicide de masse » est

faux et relève du négationnisme de la réalité coloniale vécue du peuple palestinien. En agitant l'accusation d'antisémitisme et de violences sexistes et sexuelles, la propagande officielle du gouvernement israélien (dont les relais se trouvent parfois à gauche) nie la réalité matérielle et politique dans lesquelles ces violences se sont déroulées, et par là, la nature politique de ces actes. Je rappelle aussi que d'autres guerres ont été justifiées par des mensonges, en Irak et en Afghanistan par exemple. Les discours officiels proclamaient la nécessité de la guerre afin de neutraliser une arme de destruction massive inexistante ou de libérer des femmes, lorsque leur sort n'a, en vérité, jamais compté. Ces antécédents devraient nous mener à davantage de méfiance face aux discours officiels de pays qui mènent des guerres impérialistes.

Les victimes du 7 octobre ont été attaquées parce qu'israéliennes : dire cela, ça n'est pas dire que leurs vies étaient moins importantes, ou que leur mort n'est pas grave. Mon propos n'est pas d'opérer une hiérarchisation des vies humaines, au contraire : c'est cette hiérarchisation mettant les Palestinien·nes en bas de l'échelle de l'humanité qui m'indigne. Ceci implique aussi de refuser la symétrisation des violences émanant du côté palestinien et du côté israélien. Si une vie humaine est une vie humaine, il nous faut nous intéresser aux racines de la violence contre certaines vies ; et c'est Israël, comme puissance coloniale, qui est à l'origine de toute la violence, y compris celle qui s'abat contre les Israélien·nes.

Ce n'est donc pas uniquement le gouvernement israélien actuel le problème, c'est bel et bien l'existence de cet État dont les fondations sont coloniales et qui s'est créé par des massacres et du nettoyage ethnique, comme l'a démontré l'historien Ilan Pappé (Pappé, 2024). Chaque féministe digne de cette appellation

devrait vouloir cette fameuse “destruction d’Israël” afin d’espérer voir, enfin, naître un État véritablement démocratique, dans lequel personne ne serait ségrégué ni exploité, ni spolié par des colons.

Les violences en cours sont aussi ancrées dans des politiques coloniales d’exploitation. L’économiste Laurent Baronia écrivait à ce sujet :

(...) la colonisation israélienne se présente comme une combinaison originale de colonisation génocidaire de peuplement et de colonisation oppressive d’exploitation, dans laquelle le projet d’expulsion d’un peuple de ses terres coïncide avec l’absorption de toutes ses richesses, humaines et non humaines. Israël ne disloque pas la société palestinienne sans en exploiter ses membres épars; elle ne lui dénie pas le droit de vivre sans soumettre sa force vitale à ses besoins (Laurent Baronia, 2024)

On ne saurait, sérieusement, ni en tant que féministe, ni au sein de la gauche en général, mettre dos-à-dos, d’une part 1) une colonisation génocidaire d’exploitation et d’autre part, 2) la réponse violente, qui peut émerger de la part de celles et ceux qui la subissent. Le caractère systémique, programmé et totalitaire de la première doit être notre principal sujet, si nous aspirons véritablement à la justice et la paix entre les peuples.

Cependant, évidemment, ces politiques coloniales et impérialistes sont perpétrées de manière genrée et mobilisent des violences patriarcales comme moyen, tel que le viol et l’humiliation sexuelle que l’on a vus s’abattre sur les femmes et les hommes palestinien·nes. Car coloniser, c’est posséder, toute la terre, tous les corps, tous les esprits.

« Féministes intersectionnelles » mais chiens de garde du colonialisme ?

Après le 7 octobre, du côté des féministes en général, le silence s’est fait entendre. Pour me situer et situer les propos qui vont suivre, je précise que je travaillais dans le milieu communautaire, en parallèle de mon doctorat avec concentration en études féministes, ce qui faisait de moi une membre de l’Institut de Recherches en Études Féministes (IREF). Par ailleurs, à mes heures perdues, j’étais libraire à la librairie queer et féministe L’Euguélionne.

Un soir, j’ai contacté les militantes du groupe FRUes uqamien, un collectif de féministes décoloniales et antiracistes. Je leur ai fait part de ma consternation face au silence des féministes, et avec nos sentiments partagés, nous avons décidé d’écrire une lettre à leur attention et d’organiser une rencontre à ce sujet. Dans cette lettre collective (publiée dans la revue *À bâbord!* par la suite), nous avons formulé une invitation au mouvement féministe et queer afin que soient dénoncées les violences contre les Palestinien·nes et que soit empêchée l’instrumentalisation de nos causes pour justifier un projet impérialiste et génocidaire. Nous avons écrit : « Pour pouvoir se targuer d’intersectionnalité et de décolonialité, voire de féminisme tout court, il importe de voir comment tous les systèmes oppressifs s’articulent et fonctionnent de concert en s’abreuvant aux mêmes bases inextricables : celles du patriarcat, des LGBTphobies, du colonialisme et du capitalisme » (2023, publiée en 2024).

Dans la foulée, on a convoqué une Assemblée Générale Extraordinaire de l’IREF, une initiative d’étudiant·es qui souhaitaient que l’IREF prenne position sur le génocide en cours.

Peu après, le 8 décembre 2023, nous avons tenu notre AGE au cours de laquelle nous avons déployé notre argumentaire que l’on pourrait

résumer en trois points essentiels 1) dans le passé, l'IREF avait pris des positions politiques, se revendiquait de l'intersectionnalité, et constituait une force majeure en ce qui concerne les études féministes au Québec ainsi que dans le monde francophone en général, 2) la propagande sioniste instrumentalisait nos causes à des fins coloniales, et en ce sens, cela engageait notre responsabilité de refuser cette manœuvre et 3) L'IREF, comme organe féministe uqamien, devait envoyer un signal fort aux étudiant·es en lutte pour un boycott des universités israéliennes, en les soutenant. Nous avons revendiqué, entre autres, que soit voté un mandat BDS, une dénonciation totale du génocide en cours et le soutien concret avec nos collègues palestinien·nes. Nous n'avons peut-être pas formulé des positions consensuelles, mais notre texte a été voté par une écrasante majorité des membres présents lors de l'AGE. Joie, youyous et applaudissements dans la salle. Il n'y a pas de petite victoire, et nous étions humblement (et naïvement) satisfait·es de ce que nous avons réussi à faire.

Hélas, c'était sans compter sur le conseil de l'IREF, responsable des orientations de l'institut, qui a finalement choisi de bafouer à la fois la démocratie et les valeurs du combat féministe, en votant, à son tour, un texte différent qui annulait toute la puissance anticolonialiste exprimée par l'appui en AGE à notre résolution. Selon les statuts et règlements de l'IREF, l'AG n'a pas de pouvoir décisionnaire, et c'est le Conseil qui a le dernier mot. Mais nous pensions qu'un texte si fort, porté en AG par la base de l'IREF, allait être respecté et que le Conseil n'irait pas jusqu'à voter un texte à l'esprit radicalement différent. À bas le féminisme colonial, un collectif formé en réaction à cette trahison, dénonçait dans une lettre de réponse, sur sa page Instagram (@abaslefeminismecolonial) :

Disparues la condamnation de l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme à des fins sionistes et anti-palestiniennes, ainsi que la condamnation des stratégies arabophobes et islamophobes visant à délégitimer les défenseur·es de la Palestine. Disparue la solidarité avec les personnes et groupes juifs critiques d'Israël et antisionistes (...). Disparue la condamnation de l'instrumentalisation anti-palestinienne des luttes féministes et LGBTQIA2S+. Le résultat final n'est pas moins un sabotage complet de la démarche de l'AG.

Nous nous sommes alors engagées dans un rapport de force nous opposant à la direction de l'IREF, et cela a abouti, après plusieurs discussions, à l'adoption d'un mandat BDS. Mais jamais la direction de l'IREF n'a assumé le texte de ses membres, joyeusement voté le 8 décembre 2023.

Malheureusement, L'IREF n'est pas un cas isolé. Dans les milieux queer, Fierté Montréal a été dénoncé pour son manque de solidarité et sa complaisance envers le sionisme par un certain nombre de groupes communautaires queer, notamment par le collectif Helem. À l'heure où je finalise cet article, soit après plus d'un an et demi de violences génocidaires, Fierté Montréal, sous la pression, a publié un communiqué déplorable reprenant la rhétorique complice du « conflit isarélo-palestinien » (Fierté Montréal 2025), avant de se rétracter à nouveau, sous la pression de groupes sionistes.

À la librairie où je travaillais, l'Euguélionne, une coop de solidarité féministe et queer pour rappel, nous avons adressé un courrier à nos partenaires pour ouvrir une conversation sur la responsabilité des milieux culturels dans un tel moment. Tout le monde ne l'a pas bien accueillie, et nous avons même été la cible d'intimidations. Au sein même de notre équipe de l'époque, l'on m'a accusée d'antisémitisme – l'accusation

commune à toutes les personnes antisionistes, et plus encore celles qui sont musulmanes.

Comment se fait-il que dans chaque espace féministe ou queer fréquenté, la question palestinienne a été une limite indépassable, malgré les bons sentiments et les rangées de livres anticoloniaux sur les rayons de bibliothèque? Pourquoi ces espaces où devrait avoir été pensée l'articulation des luttes, qui accueillent mêmes des spécialistes du sujet, ne parviennent-ils pas à sortir des livres pour engager le réel?

L'exercice du décentrement

Nada Elia, du *Palestinian Feminist Collective*, a honoré Montréal de sa venue dans le cadre de la sortie de son livre *Palestine : un féminisme de libération* (Elia, 2024) que nous avons co-traduit avec Francis Dupuis-Déri. Avec cet outil et bien d'autres, nous, féministes décoloniales, avons continué à dire et écrire que le féminisme devait engager un virage anticolonial clair. Avec le livre de Nada et ses travaux, nous apprenons la longue lutte des féministes palestiniennes au sein du mouvement féministe aux États-Unis. Nous apprenons aussi les réalités des femmes palestiniennes sur leurs terres occupées, leurs résistances et leur ingéniosité. À propos de la création du *Palestinian Feminist Collective*, elle explique :

Nous observions la montée en Palestine d'un patriarcat de plus en plus intense, d'une régression plutôt que d'une progression, conséquence en grande partie de la guerre qui a érodé les forces progressistes en Palestine. Nous étions inspirées par l'organisation Tal'at, qui signifie « sortir de » et qui est composée de femmes palestiniennes militant contre le sexisme, et dont le slogan est « No free homeland without free women » (Pas de patrie libre sans femmes libres). Tal'at avançait aussi que le problème des femmes en Palestine n'est

pas seulement le patriarcat arabe et musulman, mais aussi l'occupation israélienne et le sionisme. Notre Collectif féministe palestinien a adopté la même approche, et j'ajoute qu'il faut aussi penser à la libération des queers. Les membres les plus marginalisés d'un peuple doivent être libres pour que celui-ci le soit aussi. (Elia 2024 : 85-86)

Avec Nada Elia, et depuis les réalités des Palestinien·nes, je reprends à mon compte la question posée par Samah Salame dans la revue *Contretemps* (2025). Avec elle, je m'interroge : Où est l'indignation face aux violences sexuelles systématiques contre les Palestinien·nes? Cette violence documentée, Samah Salame en résume le déploiement en quatre points : 1) Violences sexistes systématiques : Depuis le 7 octobre, les forces israéliennes ont intensifié l'usage de la violence sexiste contre les Palestinien·nes. Cette violence est devenue systématique et vise à détruire les familles et les communautés palestiniennes, une tactique de nettoyage ethnique. 2) Abus en détention : Dans des centres de détention israéliens comme Sde Teiman, des prisonnier·es palestinien·nes ont subi des viols, des humiliations sexuelles et des tortures. 3) Violences en ligne : Les Palestinien·nes, en particulier les femmes et les jeunes, sont ciblé·es par la violence sexiste sur Internet : doxxing, chantage lié à leur vie privée ou orientation sexuelle, et campagnes d'intimidation. 4) Violences des colons : En Cisjordanie, des colons israéliens, protégés par l'armée, harcèlent sexuellement des femmes palestiniennes, utilisant les normes sociales patriarcales pour renforcer l'oppression.

Pourquoi refuse-t-on d'écouter les femmes palestiniennes?

Pourquoi des féministes d'ici peinent-elles à pleinement se solidariser des Palestinien·nes subissant ces violences?

Ce questionnement s'inscrit dans une volonté de répondre à l'appel d'Omar Barghouti :

Dans les contextes d'oppression coloniale, les intellectuels qui travaillent au nom de la justice ne peuvent pas être juste des intellectuels, dans le sens abstrait; ils ne peuvent qu'être immergés dans une forme de militantisme, pour apprendre des expériences des autres militants, élargir l'horizon de leurs sources d'inspiration et s'engager dans des processus d'émancipation collectifs et efficaces, sans la complaisance et les tours d'ivoire qui pourraient brouiller leur vision morale. En bref, ils ne peuvent être que des intellectuels justes (Barghouti 2008).

Cette exigence éthique et politique invite à repenser le rôle des intellectuel·les, et je l'étends, en me basant sur mon expérience, aux espaces culturels, artistiques, communautaires et universitaires féministes.

Nous avons des responsabilités. À ce titre, je rappelle que la justice est indivisible. Il ne peut y avoir de luttes féministes ou queer sans prise en compte des dynamiques coloniales et raciales, sans approche matérialiste et anticapitaliste. Alors que la montée des droites est planétaire, que les droits des minorités de genre sont attaqués, les luttes progressistes neutralisées et réprimées, que nos luttes féministes servent d'outils de propagande impérialiste, il est de notre responsabilité d'œuvrer pour un mouvement féministe qui rompt avec toutes les formes de violence et d'exploitation, ici et à l'internationale.



Notice biographique

Liza Hammar est doctorante en études littéraires à l'UQAM. Ses recherches, inscrites dans les études féministes, décoloniales et auto-théoriques portent sur la notion de réparation. Au sujet du féminisme et de la Palestine, elle a co-traduit l'ouvrage de Nada Elia, *Palestine : un féminisme de libération*, aux éditions du Remue-Ménage, 2024. Liza Hammar est par ailleurs militante féministe décoloniale et s'intéresse particulièrement aux nationalismes sexuels et à l'islamophobie.

Références

- Barghouti, Omar., et al. « Juste des intellectuels ou des intellectuels justes? Oppression, résistance et rôle des intellectuels : DevISSues, avril 2008. ». Boycott, Désinvestissement, Sanctions, La Fabrique Éditions, 2010. p.73-79. CAIRN.INFO, <https://shs.cairn.info/boycott-desinvestissement-sanctions--9782358720076-page-73?lang=fr>
- Baronian, L. (2024) « Où est l'indignation face aux violences sexuelles systématiques contre les Palestinien-nes? », *Revue Contretemps*, en ligne, 13 février [Consulté le 15 juin 2025]. Disponible sur : <https://www.contretemps.eu/israel-politique-economique-palestine-genocide-eau/>
- Collectif, *tribune* (2023) « A chaque féministe de gauche, nous demandons : où en êtes-vous par rapport à l'antisémitisme? », *Le Monde*, en ligne, 9 décembre [Consulté le 3 juillet 2025]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/09/a-chaque-feministe-de-gauche-nous-demandons-ou-en-etes-vous-par-rapport-a-l-antisemitisme_6204871_3232.html
- Elia, N., Hammar, L. and Dupuis-Déri, F. (2024) *Palestine : un féminisme de libération*. Montréal (Québec): Les éditions du remue-ménage.
- Fierté Montréal (2025) « Fierté Montréal précise sa position sur le conflit israelo-palestinien », en ligne [Consulté le 30 juillet 2025]. Disponible sur : <https://fiertemontreal.com/fr/actualites/fierte-montreal-precise-sa-position-sur-le-conflit-israelo-palestinien>
- FRUes, Almeida J. (2024) « Solidarité féministe avec la Palestine », à bâbord!, numéro 99, en ligne [Consulté le 15 juin 2025]. Disponible sur : <https://www.ababord.org/-No-99-Printemps-2024->
- Ifrah S. (2025) « Journée des droits des femmes : le massacre du 7 octobre, un féminicide de masse à ne pas oublier », *Le Journal du Dimanche*, en ligne, 8 mars [Consulté le 3 juillet 2025]. Disponible sur : <https://www.lejdd.fr/Societe/journee-des-droits-des-femmes-le-massacre-du-7-octobre-un-feminicide-de-masse-a-ne-pas-oublier-155755>
- Pappé, I. (2024) *Le nettoyage ethnique de la Palestine*. [Nouvelle édition]. Montréal, Québec = Tiohtià:ke: Rue Dorion.
- Salaime, S., Dubucq, C. (2025) « Où est l'indignation face aux violences sexuelles systématiques contre les Palestinien-nes? », *Revue Contretemps*, en ligne, 2 mai [Consulté le 15 juin 2025]. Disponible sur : <https://www.contretemps.eu/violences-sexuelles-systematiques-contre-palestiniens/>
- Zia-Ebrahimi, R. (2021) *Antisémitisme et islamophobie, une histoire croisée*. Paris: Éditions Amsterdam.